

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 149 | 24-30 avril 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 41 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

25 avril : La police d'Istanbul est intervenue lors des élections du Parti de la gauche verte (YSP), arrêtant au moins 22 personnes.

25 avril : La police de Diyarbakır est intervenue dans une manifestation contre la détention généralisée de politiciens et militants kurdes, arrêtant 2 personnes.

27 avril : La police de Muş a arrêté 10 personnes après leur participation à un rassemblement du Parti de la gauche verte (YSP).

27 avril : Les gendarmes de Mersin sont intervenus dans une manifestation contre l'inauguration d'une centrale nucléaire, détenant brièvement 3 personnes.

27 avril : Un gouvernorat de district de Kocaeli a interdit un rassemblement du 1er mai au motif que le lieu prévu se trouvait au-delà des zones désignées par le gouvernorat.

28 avril : La police de Diyarbakır a arrêté 5 membres et dirigeants de partis d'opposition qui organisaient un événement de campagne électorale.

28 avril : La police d'Istanbul a arrêté 6 journalistes qui avaient organisé une manifestation contre la détention de leurs collègues.

29 avril : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation sur les cas de disparition forcée des années 80 et 90, arrêtant 25 militants.

30 avril : La police d'Istanbul a arrêté 13 personnes après leur participation à un rassemblement du Parti de la gauche verte (YSP).

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

25 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à un rapport de surveillance de la liberté de la presse concernant une interdiction d'accès antérieure imposée aux reportages couvrant des allégations concernant l'ancien avocat du président.

25 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé d'acquitter la journaliste Nazan Özcan qui a été jugée pour avoir insulté le président.

26 avril : Un tribunal d'Ankara a décidé de bloquer l'accès à au moins trois reportages couvrant des allégations de pots-de-vin et de corruption impliquant de hauts responsables du ministère de la Santé.

26 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé d'acquitter la politicienne de l'opposition Canan Kaftancıoğlu qui a été jugée pour avoir insulté le président dans un discours.

27 avril : La police a arrêté les journalistes Beritan Canözer, Mehmetşah Oruç, Abdurrahman Gök et Mikail Bulut dans le cadre d'une enquête basée à Diyarbakır sur le mouvement politique kurde. L'opération, menée dans plusieurs provinces, a entraîné la détention d'au moins 141 personnes, dont des avocats, des militants et des politiciens.

27 avril : Un tribunal d'Istanbul a condamné le journaliste Süleyman Hilmi Ak et le responsable des médias Metin Sarıkınacı à 7 ans et 15 jours de prison pour incitation à la haine et à l'inimitié parmi le public dans un reportage.

27 avril : Les procureurs de Van lancent une enquête sur le journaliste Oktay Candemir à la suite d'un reportage sur une municipalité locale. Candemir a été convoqué par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête.

27 avril : Les tribunaux d'Istanbul ont décidé de bloquer l'accès à 9 vidéos YouTube d'un homme d'affaires soulevant des allégations de corruption impliquant des politiciens et des hommes d'affaires proches du gouvernement. Les autorités ont également interdit l'accès à 3 chaînes YouTube et 2 comptes Twitter qui appartiendraient à l'homme d'affaires, invoquant des raisons de sécurité nationale et d'ordre public.

28 avril : Un tribunal d'Ankara a condamné Emre Ayduğan, cadre local du Parti de gauche, à 1 an et 6 mois de prison pour diffusion de propagande terroriste. Le tribunal a suspendu la peine tout en interdisant Ayduğan de la politique.

28 avril : La police d'Ankara a brièvement détenu la candidate parlementaire Elif Çongur, accusée d'avoir insulté un dirigeant du parti au pouvoir.

28 avril : Le service de sécurité du ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu a agressé la journaliste Filiz Gazi qui a posé une question au ministre. Les gardes du ministre auraient confisqué le téléphone du journaliste et tenté de supprimer les vidéos.

28 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à une colonne d'opinion ainsi qu'à 2 reportages couvrant des allégations de corruption impliquant un cadre de l'Institut de médecine légale (ATK).

28 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à au moins 3 reportages couvrant des allégations criminelles impliquant le député du parti au pouvoir Tolga Ağar.

29 avril : La police de Diyarbakır a arrêté les journalistes Sedat Yılmaz et Dicle Müftüoğlu dans le cadre d'une enquête sur les mouvements politiques kurdes.

29 avril : La police d'Ankara a arrêté 2 étudiants universitaires pour avoir déployé une banderole critiquant le président.

30 avril : La police a arrêté la journaliste Nadiye Namoğlu Gürbüz dans le cadre d'une opération contre les mouvements politiques kurdes.

30 avril : La police d'Izmir a arrêté le dirigeant local du HDP, Ekrem Karakoç, en raison de slogans scandés lors d'un événement électoral.

30 avril : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé un mineur de 13 ans pour avoir insulté le président.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

27 avril : Les procureurs d'Ankara ont rejeté une plainte pénale contre des policiers qui avaient fait un usage excessif de la force lors de la détention de 3 journalistes lors d'une manifestation en juillet 2022, invoquant le manque de preuves suffisantes.

MINORITÉ KURDE

27 avril : La police de 21 provinces a arrêté au moins 141 personnes, dont des militants, des avocats, des politiciens et des journalistes, dans le cadre d'une enquête basée à Diyarbakır sur le mouvement politique kurde.

27 avril : La police a arrêté la candidate parlementaire kurde Ayten Dönmez pour des accusations liées au terrorisme. La détention est intervenue après que Dönmez a été verbalement prise pour cible par le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu.

29 avril : La police de 15 provinces a effectué des perquisitions à domicile pour arrêter 17 personnes dans le cadre d'une enquête sur les mouvements politiques kurdes.

30 avril : Un homme du nom d'Ali Kaya a été blessé lors de la cueillette de betteraves à Hakkari en raison de l'explosion d'une mine terrestre. Des rapports ont indiqué que les forces de sécurité avaient installé des panneaux d'avertissement indiquant le champ de mines après l'incident.

30 avril : La police de 8 provinces a effectué des perquisitions à domicile pour arrêter 23 personnes, dont des candidats à la députation et des journalistes, dans le cadre d'une enquête sur les mouvements politiques kurdes.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

25 avril : Human Rights Watch a accusé les gardes-frontières turcs d'avoir tiré, torturé et fait un usage excessif de la force contre des Syriens cherchant à fuir leur pays.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

25 avril : La police d'Istanbul a agressé physiquement un homme nommé Yıldırım Bozkuş qui a été arrêté lors d'un événement électoral d'un parti d'opposition. Le bras de Bozkuş a été cassé à la suite de la brutalité policière.

25 avril : Human Rights Watch a accusé les gardes-frontières turcs d'avoir tiré, torturé et fait un usage excessif de la force contre des Syriens cherchant à fuir leur pays.

27 avril : Les procureurs d'Ankara ont rejeté une plainte pénale contre des policiers qui avaient fait un usage excessif de la force lors de la détention de 3 journalistes lors d'une manifestation en juillet 2022, invoquant le manque de preuves suffisantes.

28 avril : La police d'Istanbul a maltraité 6 journalistes arrêtés lors d'une manifestation.

29 avril : La police de Diyarbakır a agressé physiquement le journaliste Sedat Yılmaz qui était en garde à vue.

30 avril : La police d'Istanbul a pulvérisé du gaz lacrymogène dans les yeux de la députée HDP Züleyha Gülüm lors d'une intervention lors d'un rassemblement électoral.